la tentative du ministre de traiter de l'aspect moral du bill. Le ministre a cité le rapport Wolfenden. Il ne s'agit pas d'envisager de façon inflexible les conséquences sociales qu'une mesure de ce genre pourrait avoir. En fait, nous entendons beaucoup parler des répercussions sociales très graves qui se font sentir au Royaume-Uni depuis qu'on a apporté des modifications semblables, il y a quelques années, à l'institution de base de la Société, la famille.

Le ministre a parlé de l'expérience du passé en ce qui concerne les répercussions morales, comme s'il s'agissait d'une époque révolue; cela n'a aucun rapport avec ce que nous disons aujourd'hui. J'en ai conclu que le ministre faisait comme les autruches. Je crois que c'est Charles Beard qui, après toute une vie consacrée à des recherches historiques, a tiré trois grandes conclusions: les moulins de Dieu tournent très lentement, mais leur mouture est extrêmement fine; quand il fait noir, on peut voir les étoiles. En ce moment, il fait très noir, moralement parlant, dans bien des parties du monde. Peut-être avant peu une lumière brillera-t-elle au bout du tunnel. Et voici la troisième et la plus importante de ses conclusions: Ceux que les dieux veulent détruire leur ont déjà fait perdre la raison.

Je ne puis comprendre pourquoi un gouvernement chargé de diriger cette Chambre et la nation présente cette mesure en ce moment, alors qu'elle n'est pas réclamée par le public. Cette question a une grande portée morale. Nous faisons entrer les mœurs et les valeurs des bas-fonds dans nos foyers et nos salons. J'ai déjà été travailleur social. Bien sûr, ce sont des pratiques qui ont cours dans les quartiers malfamés, mais par cette mesure, nous les exposons au grand jour et nous les discutons dans la haute cour de l'opinion publique, le Parlement. Cela ne réglera pas le problème lui-même.

Le ministre reconnaît qu'il n'y a pas de façon positive d'aborder cette question. Si l'on veut employer une méthode positive, on doit envisager de remplacer le traitement répressif par le traitement thérapeutique. Aucun programme du gouvernement ne renferme d'éléments permettant de s'attaquer à ce problème. Nous allons renverser complètement les valeurs et les traditions qui ont servi de fondement à notre civilisation occidentale chrétienne. Et nous ne le faisons pas par suite de pressions sociales. Le gouvernement a pris cette décision de sa propre initiative.

[L'hon. M. Dinsdale.]

Il fut un temps où l'on pouvait dire que tous les hommes politiques étaient contre le péché et en faveur de la maternité. Or, nous avons ici l'inverse de ce principe fondamental. Cette mesure indique nettement que nous reconnaissons officiellement ce problème; elle avilit le rôle de la maternité dans le pays. Les valeurs sont tout à fait inversées. C'est là qu'on voit l'ampleur de la décadence morale dans notre société. De nos jours, beaucoup de gens hauts placés déclarent que la civilisation et la culture de l'Amérique du Nord, du Royaume-Uni et même de tout le monde occidental, sont celles d'une société malade.

Je suis stupéfait que les ministériels de l'arrière-ban ne soient pas encore intervenus dans ce débat, car nous arrivons au moment crucial. Il nous faudra prendre une décision dans quelques jours. J'espère que certains des députés qui appuyent le gouvernement jugeront la mesure autant du point de vue moral que du point de vue juridique.

Le premier ministre a donné son appui à la mesure. En fait, il en a été l'instigateur quand il était ministre de la Justice. Cette haute fonction est entourée d'un prestige et elle dépasse toute personne appelée à l'exercer. Comme plusieurs l'ont déjà indiqué, c'est le premier ministre qui, en réponse aux graves critiques concernant les implications morales de ces mesures, a déclaré à la légère que la place de l'État n'était pas dans les chambres à coucher de la nation. Bien entendu, cela ne convient guère à la dignité et aux responsabilités du personnage chargé de diriger notre pays. Assassinez votre femme dans votre chambre et vous verrez avec quelle rapidité l'État s'en mêlera. Entassez des ordures dans votre chambre et vous constaterez la même célérité.

• (3.50 p.m.)

Des voix: Oh, oh.

L'hon. M. Dinsdale: Quelques ministériels d'arrière-ban élèvent la voix. Je préférerais qu'ils fassent des discours. Je traite de l'amendement.

M. Crouse: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Un débat est en cours et il y a des interpellations qui viennent des banquettes d'en face.

chrétienne. Et nous ne le faisons pas par suite de pressions sociales. Le gouvernement a pris cette décision de sa propre initiative.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Brandon-Souris a la parole.